



Imprimer cet article publié le 27-06-2010 sur le site www.la-croix.com

la-Croix.com



François Fillon veut rassurer les musulmans de France

À une semaine du débat des députés sur le projet de loi interdisant le port du voile intégral, le premier ministre inaugure lundi 28 juin une nouvelle mosquée en région parisienne



Des femmes musulmanes assistent à l'inauguration de la Grande mosquée de Clermont-Ferrand, le 29 janvier 2010 (ZOCCOLAN/AFP).

Allumer des contre-feux. Alors que [le projet de loi](#) « interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public » sera débattu du 6 au 9 juillet en séance publique, pendant la session extraordinaire du Parlement, François Fillon et son ministre de l'intérieur et des cultes Brice Hortefeux inaugureront lundi 28 juin la nouvelle mosquée Al Ihsan (« la bienfaisance ») d'Argenteuil. Après avoir fait le tour des bâtiments et visité la salle de prière dont la réfection vient de s'achever, le premier ministre a prévu de prononcer un discours de vingt minutes.

La visite sera l'occasion de saluer le travail patient d'Abdelkader Achebouche, le président de l'association Al Ihsan, qui a engagé en 1999 la transformation de ces anciens ateliers Renault en un centre communautaire comprenant une salle de prière (qui pourra accueillir jusqu'à 2 500 fidèles), des espaces réservés aux ablutions rituelles et une école coranique fournissant des cours d'arabe et d'éducation islamique. Cette dernière fonctionne déjà et accueille successivement près de 1 000 élèves chaque week-end dans ses huit classes de 20 élèves.

Mais en réalité, c'est à la communauté musulmane de France tout entière que s'adressera le premier ministre. Le choix d'Argenteuil n'est pas anodin, puisque c'est là que Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, avait en 2005 promis aux habitants d'un quartier tout proche de la mosquée de les « débarrasser de cette bande de racaille »...

"Le premier ministre cherchait un moment positif pour rencontrer les musulmans"

« Depuis un certain temps, le premier ministre souhaitait une occasion de rencontrer la communauté musulmane de France dans d'autres circonstances qu'après une profanation : il cherchait un moment positif, explique le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), Mohammed Moussaoui. Et puis s'est présentée cette inauguration : sa venue constitue un geste de reconnaissance et de respect. »

De fait, l'inquiétude est palpable au sein de la communauté musulmane depuis quelques mois : plusieurs profanations de cimetières

et de lieux de culte (et en particulier le mitraillage de la mosquée d'Istres, dans la nuit du 25 avril), mais aussi ce que le président du CFCM qualifie de « dérapages », lors des débats sur la votation suisse contre les minarets, sur l'identité nationale ou sur le voile intégral, ont achevé de convaincre la communauté d'une montée de l'islamophobie.

En outre, le traitement politique et médiatique du meurtre d'un vigile, Saïd Bourarach, mardi 30 mars à Bobigny (Seine-Saint-Denis) par quatre hommes appartenant à la communauté juive, a été considéré comme très insuffisant. À la demande de Matignon, le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, a d'ailleurs signé jeudi dernier avec le président du CFCM une convention pour « mieux suivre » l'évolution des actes ou menaces dirigés contre les musulmans.

"Traiter les musulmans à égale dignité avec les autres citoyens"

« Au total, ce sont 1 026 faits de violence raciste » qui ont été perpétrés en 2009, dont « 220 actions et 806 menaces », a rappelé Brice Hortefeux à cette occasion. Sur ces 1 026 faits, 314 ont été commis au préjudice de personnes ou lieux du culte musulman. « Les débats à répétition sur des sujets marginaux finissent par donner à notre communauté l'impression qu'elle est marginalisée », regrette Mohammed Moussaoui.

Alors que doit démarrer mardi prochain à l'Assemblée nationale le débat sur le projet de loi interdisant le voile intégral, le gouvernement a senti la nécessité de donner des gages. « François Fillon a sonné la fin de la récréation et a repris en main le dossier. Il l'assume désormais politiquement, constate un spécialiste du dossier. Il a donc choisi d'effectuer lui-même cette visite symbolique. »

Qu'attend de son côté le président du CFCM du premier ministre ? « Qu'il dise la détermination des pouvoirs publics de traiter les musulmans à égale dignité avec les autres citoyens, que la laïcité n'est pas une négation du sentiment religieux et qu'il reprécise la portée du débat qui s'annonce. »

Anne-Bénédicte HOFFNER